

CONDITIONS GÉNÉRALES (CG) DE RACCORDEMENT, D'UTILISATION DU RÉSEAU ET DE FOURNITURE D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE DE L'ÉNERGIE DE SION-REGION SA (ESR)

1. Dispositions générales	
1.1 Bases et champ d'application	3
1.2 Clients	3
1.3 Début et fin des rapports juridiques	4
1.4 Caractère impératif	4
2. Raccordement au réseau	
2.1 Autorisations	4
2.2 Conditions de raccordement	5
2.3 Conditions particulières	5
2.4 Modalités du raccordement	6
2.5 Point de dérivation, point de fourniture et point de mesure	6
2.6 Nombre de raccordements	7
2.7 Autres raccordements	7
2.8 Servitudes et inscriptions au registre foncier	8
2.9 Entretien et changement du raccordement	8
2.10 Transfert du raccordement au réseau	8
2.11 Suppression du raccordement au réseau	8
3. Contribution de raccordement	
3.1 Généralités	8
3.2 Exigibilité	9
3.3 Modifications des installations existantes	9
3.4 Frais de raccordements provisoires	9
4. Utilisation du réseau	
4.1 Approvisionnement intégral	10
4.2 Utilisation du réseau en cas de fournitures par des tiers	10
4.3 Rétribution pour l'utilisation du réseau	10
4.4 Régularité de l'acheminement	10
4.5 Interruption et limitation de l'utilisation du réseau	10
4.6 Durée du contrat	10
5. Fourniture d'énergie électrique	
5.1 Généralités	11
5.2 Consommateur final et site de consommation	11
5.3 Accès au réseau	11
5.4 Catégories de clients	11
5.5 Clients disposant de plusieurs sites de consommation	12
5.6 Interruption et limitation de la fourniture d'énergie électrique	12

6. Installations privées à basse tension et sécurité des installations	
6.1 Installations privées à basse tension	12
6.2 Producteurs et autoproducteurs	12
6.3 Sécurité des personnes et des installations	12
7. Equipements de mesure et mise à disposition des données de consommation	
7.1 Équipements de mesure	13
7.2 Mise à disposition des données de consommation	15
8. Dispositions communes pour le raccordement au réseau, l'utilisation du réseau et la fourniture d'énergie électrique	
8.1 Avis obligatoires	15
8.2 Conditions de paiement	16
8.3 Détournement des dispositions relatives aux prix	17
8.4 Situations exceptionnelles	17
8.5 Interruption et limitation de l'approvisionnement (utilisation du réseau et/ou fourniture d'énergie)	17
9. Dispositions finales	
9.1 Inefficacité et priorité de rang	19
9.2 Droit applicable et for	19
9.3 Entrée en vigueur et modification	19

1. Dispositions générales

1.1 Bases et champ d'application

Les présentes Conditions générales (CG) s'appliquent à toutes les prestations de l'Energie de Sion-Région SA (l'esr) dans le domaine de l'énergie électrique. Elles constituent, conjointement avec le catalogue des tarifs et prescriptions techniques ou avec les contrats conclus individuellement avec les divers clients, la base des rapports juridiques entre l'esr et ses clients pour le raccordement au réseau, l'utilisation du réseau, la fourniture d'énergie électrique ainsi que la mesure et d'autres prestations de services.

Les présentes CG constituent, aussi conjointement avec les contrats conclus individuellement avec les divers fournisseurs, la base des rapports juridiques entre l'esr et les fournisseurs qui utilisent le réseau de distribution d'électricité de l'esr.

Les présentes CG ne s'appliquent pas si les contrats conclus individuellement en excluent expressément l'application. Les conditions contractuelles divergentes relatives à la fourniture d'énergie ne s'appliquent que dans la mesure où elles ont été expressément reconnues en la forme écrite par l'esr.

1.2 Clients

Sont réputés clients au sens des présentes CG :

- a) dans le cas de raccordements d'installations électriques aux installations de distribution de l'esr : les propriétaires (propriétaires fonciers, propriétaires immobiliers, copropriétaires, titulaires d'un droit de superficie), ainsi que les producteurs et autoproducteurs ;
- b) dans le cas de l'utilisation du réseau et/ou de la fourniture d'énergie électrique tout consommateur final au sens de l'article 4, al. 1, let. b, de la Loi sur l'approvisionnement en électricité (LApEI), à savoir qui consomment de l'électricité pour ses propres besoins, notamment :

le propriétaire, le fermier ou le locataire des terrains, bâtiments, locaux industriels et appartements avec installations à basse tension, dont la consommation d'énergie est mesurée avec à un appareil de mesure et de tarification ou, dans des cas particuliers, fixée de manière forfaitaire. Pour les sous-locataires ou les locataires de courte durée, il n'est, en règle générale, pas établi d'abonnement avec compteur. Dans les immeubles où les locataires changent fréquemment, l'entreprise d'approvisionnement en électricité peut établir l'abonnement à compteur au nom du propriétaire. Dans tous les cas, le propriétaire est considéré comme client lorsqu'aucun locataire ou fermier n'a été signalé. Dans les immeubles avec plusieurs utilisateurs, la consommation électrique des services généraux (par exemple éclairage de la cage d'escalier, ascenseur, etc.) peut être mesurée séparément et le propriétaire de l'immeuble est considéré comme en étant le client.

Lorsque le contrat est conclu au nom de plusieurs personnes (copropriétaires, colocataires, etc.), celles-ci sont débitrices solidaires.

1.3 Début et fin des rapports juridiques

Les rapports juridiques entre l'esr et le client débutent, dès le dépôt de la demande de raccordement au réseau de distribution ou, à défaut d'une telle demande, dès le dépôt de l'avis d'installation.

Sauf convention contraire, pour l'utilisation du réseau et la fourniture d'énergie, les rapports juridiques débutent dès que le client s'alimente en électricité ou demande à être alimenté.

Sauf convention contraire, le client peut en tout temps mettre fin à ses rapports juridiques avec l'esr moyennant résiliation écrite, électronique ou orale au service clients de l'esr, et ce, en respectant un délai d'au moins 10 jours ouvrables. Sur demande, le client peut recevoir une confirmation écrite. Le client reste responsable du paiement de l'énergie distribuée et consommée ainsi que de toutes autres redevances jusqu'au relevé final du compteur. La non-utilisation des appareils ou des installations électriques ne met pas fin aux rapports juridiques.

1.4 Caractère impératif

Pendant la durée des rapports juridiques avec l'esr, le client reconnaît les présentes CG comme étant impératives. Les CG peuvent être consultées et téléchargées sur le site Internet de l'esr (www.esr.ch) ou commandées directement auprès de l'esr. Pour les clients ayant conclu un contrat individuel avec l'esr, les présentes CG sont jointes au contrat et en font partie intégrante.

Les CG font foi dans leur version publiée sur le site internet de l'esr (www.esr.ch).

2. Raccordement au réseau

2.1 Autorisations

L'autorisation de l'esr est requise pour :

- a) tout nouveau raccordement au réseau de distribution de l'esr d'un immeuble ou d'une installation électrique ;
- b) la modification (par exemple le renforcement, le déplacement ou le remplacement) d'un raccordement existant ;
- c) le raccordement d'installations soumises à autorisation spéciale, en particulier des installations qui provoquent des perturbations ou engendrent un excédent d'énergie réactive sur le réseau ;
- d) l'utilisation du réseau en parallèle avec l'exploitation d'installations produisant de l'électricité, notamment pour l'injection dans le réseau de l'énergie des installations autoproductrices des clients ;
- e) les raccordements provisoires (chantiers, expositions, fêtes, forains, marchés, etc.).
- f) le raccordement, respectivement l'utilisation du réseau de distribution fine de peu d'étendue d'un site, au sens de l'article 4, al. 1, let. a LApEl, par le client final dudit réseau, y compris la détermination, l'exploitation et la mise en place des équipements du mesure.

Les demandes d'autorisation, en particulier les demandes de raccordement et les avis

d'installation, doivent être présentées à l'esr, par le biais des formulaires prévus, par le propriétaire ou son mandataire (architecte, installateur autorisé, ingénieur, etc.). Doivent y être joints tous les documents décrits dans la directive d'application, notamment ceux concernant l'utilisation de l'énergie, la puissance de raccordement, le bilan thermique établi par un spécialiste et, en outre, s'il agit de chauffage de locaux, les caractéristiques détaillées des appareils de chauffage prévus.

Le client, l'installateur ou le fournisseur d'appareils doivent s'informer en temps utile auprès de l'esr des possibilités de raccordement (capacité du réseau de distribution, tension, nécessité de renforcer l'installation, etc.).

Les modalités d'application et les conditions de prix sont réglées dans le catalogue des tarifs et prescriptions techniques de l'esr disponibles auprès de l'esr.

2.2 Conditions de raccordement

Les installations et les appareils électriques ne sont raccordés que :

- a) s'ils sont raccordés pour le propre usage du client ou ses locataires ;
- b) s'ils répondent aux prescriptions et ordonnances d'exécution fédérales et cantonales, aux règles techniques en usage (notamment aux PDIE, Prescriptions de Distributeurs d'électricité de suisse romande, Installations Electriques à basse tension) ainsi qu'aux prescriptions de l'esr ;
- c) si leur fonctionnement normal ne gêne pas les installations électriques des clients voisins et ne perturbe pas les équipements de télécommunication ;
- d) si les installations ont été réalisées par des entreprises ou des personnes au bénéfice d'une autorisation d'installer délivrée par l'Inspection fédérale des installations à courant fort, lorsqu'une telle autorisation est requise.
- e) s'ils correspondent aux prescriptions techniques.

L'autorisation de raccordement accordée par l'esr n'est pas considérée comme approbation des répercussions non autorisées sur le réseau.

2.3 Conditions particulières

L'esr peut imposer, aux frais de celui qui en est à l'origine, des conditions et des mesures particulières, dans les cas suivants :

- a) pour le dimensionnement et le réglage de chauffages électriques et d'autres applications thermiques ;
- b) lorsque l'énergie réactive (cos phi) ne répond pas aux exigences de l'esr (notamment aux PDIE, Prescriptions de Distributeurs d'électricité de suisse romande, Installations Electriques à basse tension) ;
- c) pour des appareils électriques qui provoquent des perturbations sur le réseau et entravent l'exploitation de l'installation de l'esr ou de ses clients ;
- d) pour une utilisation rationnelle de l'électricité ;
- e) pour l'injection dans le réseau de l'énergie des installations autoproductrices (IAP) des clients.

De telles conditions et mesures peuvent également s'appliquer à des installations ou à des rapports juridiques déjà existants. L'esr est en droit de procéder à des mesures pour vérifier les perturbations provenant d'installations de clients. En cas de perturbations imputables au client, les coûts inhérents à ces mesures et au rétablissement du bon fonctionnement de ses installations sont à la charge du client. L'esr se réserve le droit de rechercher et poursuivre la personne qui a causé des perturbations ou des dégâts.

Le réseau de distribution de l'esr ne peut être utilisé par des tiers pour la transmission de données ou de signaux de tiers que sur la base d'une autorisation spéciale de l'esr. Cette utilisation est facturée séparément.

2.4 Modalités du raccordement

La construction de la ligne électrique du point de dérivation du réseau existant jusqu'au point de fourniture est exécutée par l'esr ou ses mandataires.

L'esr décide, sur la base de la configuration du réseau local et de la demande justifiée du client en matière de puissance de raccordement, du type de ligne (aérienne ou souterraine), de son tracé et de sa section. L'esr fixe le point de dérivation au réseau existant et le point d'introduction dans l'immeuble ainsi que l'emplacement et le type du couplesurintensité général (CSG) et des appareils de mesure, de tarification et de commande. Dans la mesure du possible, il tient compte de l'intérêt du client.

L'esr détermine le niveau de tension auquel le client est raccordé. Le raccordement de base est celui du niveau de Basse Tension (BT).

Les clients n'ont pas le droit de modifier leur raccordement. Lorsque, suite à des travaux de construction ou de rénovation effectués sur son bien-fonds, le client requiert le déplacement, la modification ou le remplacement d'un raccordement existant, il supporte les coûts de ces travaux.

L'esr détermine le ou les points de dérivation et de fourniture. Les modalités et les conditions du raccordement au réseau sont réglées dans le catalogue des tarifs et prescriptions techniques.

2.5 Point de dérivation, point de fourniture et point de mesure

2.5.1 Point de dérivation

Le point de dérivation est l'endroit où se fait la connexion au réseau existant BT. Il est défini par l'esr.

2.5.2 Point de fourniture

Le point de fourniture est la limite de propriété entre les installations de l'esr et les installations du client :

- a) sur les lignes souterraines basse tension, le point de fourniture se situe aux bornes d'entrée du CSG (art. 2, al. 2, OIBT ; le CSG appartient au propriétaire, le tube de protection et le câble à l'esr) ;

- b) sur les lignes aériennes basse tension, le point de fourniture se situe aux bornes du coffret du client.

Le point de fourniture est déterminant pour la délimitation de la propriété, de la responsabilité et de l'obligation d'entretien, sauf dispositions contractuelles contraires. L'esr doit être en mesure d'y accéder en tout temps. Nonobstant la limite de propriété, l'esr est détenteur d'exploitation pour le raccordement au sens de la législation (OIBT), jusqu'au point de fourniture.

L'accès physique au point de fourniture doit être garanti en tout temps. Si tel n'est pas le cas, l'esr se réserve le droit de procéder à la déconnexion aux frais du client.

A partir du point de fourniture, le client installe et entretient, sous sa propre responsabilité et à ses propres frais, les installations nécessaires à l'utilisation de l'énergie électrique.

2.5.3 Point de mesure

Le point de mesure caractérise le point de fourniture et de soutirage d'un réseau où le flux d'énergie est saisi, mesuré et enregistré. La place de mesure constitue l'ensemble des équipements de mesure raccordés à un point de mesure et destinés à saisir les flux d'énergie.

L'esr définit les points de mesure sur les réseaux de distribution fine de peu d'étendue. La désignation du point de mesure dépend du lieu et reste la même en cas de changement de client, de fournisseur, de producteur ou d'appareillage.

La désignation du point de mesure fait partie intégrante de la dénomination des données de mesure, elle est donc connue de tous les participants concernés par une fourniture d'énergie ou par une utilisation des réseaux.

2.5.4 Limite de propriété

Sauf convention contraire et indépendamment de la prise en charge des coûts, les limites de propriété suivantes font foi :

- a) la limite de la parcelle pour le génie civil,
- b) le point de fourniture pour le raccordement au réseau.

2.6 Nombre de raccordements

En règle générale, l'esr établit un seul raccordement par bien-fonds ou par bâtiment lié à ce bien-fonds. Les raccordements supplémentaires, ainsi que les lignes desservant plusieurs bâtiments d'un même bien-fonds, sont entièrement à la charge du client. Tout raccordement supplémentaire est traité comme un nouveau raccordement. Lorsque le raccordement dessert sur un même bien-fonds plusieurs clients à des niveaux de tension différents, l'esr établira un raccordement par niveau de tension. Dans ce cas, les installations ne peuvent être liées entre elles.

2.7 Autres raccordements

L'esr peut alimenter plusieurs immeubles par une ligne d'amenée commune. Il est habilité à raccorder d'autres clients à une ligne traversant le bien-fonds d'un tiers. Le client n'a pas le droit de raccorder des tiers aux lignes traversant son bien-fonds.

2.8 Servitudes et inscriptions au registre foncier

Le propriétaire ou le titulaire d'un droit de superficie accorde ou procure gratuitement à l'esr les servitudes nécessaires pour le raccordement au réseau, avec le droit d'accès selon les dispositions du Code civil suisse. Il s'engage aussi à délivrer les servitudes pour les lignes qui sont utilisées pour les raccordements de tiers et autorise l'esr à les faire inscrire au registre foncier.

Le propriétaire ou le titulaire d'un droit de superficie s'engage également à accorder le droit d'implanter des cabines de distribution ou des stations transformatrices, il accorde les servitudes et le droit d'accès correspondants et autorise l'esr à faire inscrire ces servitudes au registre foncier. L'emplacement des cabines de distribution et des stations transformatrices est défini par l'esr, qui tient compte des intérêts du client. L'esr est autorisé à utiliser cette cabine de distribution pour raccorder des tiers.

Le propriétaire ou le titulaire d'un droit de superficie doit autoriser l'élagage des arbres et des arbustes nécessaires à assurer l'exploitation du réseau.

2.9 Entretien et changement du raccordement

L'esr décide de la nécessité et de la date de renouvellement des câbles existants. Il justifie sa décision.

2.10 Transfert du raccordement au réseau

S'il n'existe aucun contrat individuel de raccordement au réseau avec le client, le rapport juridique de raccordement au réseau, est régi par les présentes CG et existe avec le propriétaire respectif.

Quinze jours ouvrables au moins avant le transfert de propriété, le vendeur d'un bien-fonds ou d'un logement a l'obligation de communiquer, en la forme écrite, par la voie électronique ou par oral, le changement de propriété à l'esr en indiquant l'adresse de l'acheteur ainsi que la date exacte du transfert de propriété.

2.11 Suppression du raccordement au réseau

La suppression d'un raccordement existant au réseau n'est possible qu'en cas de démolition du bien-fonds raccordé ou de non-utilisation durant plus de 3 ans consécutifs. Les conditions et modalités de résiliation d'un raccordement au réseau sont à convenir entre l'esr et le client raccordé. En aucun cas les contributions de raccordement (CB et CCR) ne pourront être rétrocédées au client.

3. Contribution de raccordement

3.1 Généralités

L'esr perçoit du client une contribution aux frais pour les nouveaux raccordements au réseau comme pour les modifications de raccordement. L'esr fixe la contribution de raccordement à verser par le client en fonction du principe de causalité, des coûts, de la rentabilité du réseau et d'autres conditions particulières éventuelles.

Pour les raccordements, le client doit, à ses frais et sous sa responsabilité, mais selon les instructions de l'esr, construire sur son bien-fonds la conduite souterraine permettant le nouveau raccordement. La contribution de raccordement se compose

de deux éléments :

- a) la contribution au branchement au réseau (CB) couvre les coûts entre le point de fourniture et le point de dérivation. Elle est facturée forfaitairement en zone à bâtir et au coût effectif hors zone à bâtir. Les éléments facturés par la CB restent propriété de l'esr ;
- b) la contribution aux coûts du réseau (CCR) couvre une partie des frais induits pour la construction de l'ensemble des installations du réseau. La CCR est perçue proportionnellement à l'intensité calibrée. Les coûts pour les raccordements supplémentaires sont entièrement à la charge du client.

Le paiement de la contribution de raccordement ne donne aucun droit de propriété sur les installations correspondantes. Les adaptations et les rétablissements du raccordement au réseau sont à la charge de la personne qui les a occasionnés.

En cas de renforcement du raccordement au réseau, les mêmes conditions que pour les nouveaux raccordements doivent être respectées. Les modalités d'application et les conditions de prix (contribution au branchement au réseau et contribution aux coûts du réseau) sont réglées plus en détails dans le catalogue des tarifs et prescriptions techniques.

Les coûts des appareils de mesure et tarification et d'éventuelles installations de télécommunication ainsi que les frais pour leur exploitation, montage et démontage ne sont pas inclus dans la contribution de raccordement ; ils sont facturés en tant que composante de la rétribution pour l'utilisation du réseau.

3.2 Exigibilité

L'exécution du raccordement a lieu après que le client ait rempli toutes les conditions préalables administratives et techniques, telles que la signature du devis de raccordement et l'exécution des autres travaux y relatifs.

L'esr peut exiger que les contributions de raccordement soient acquittées avant l'exécution du raccordement.

3.3 Modifications des installations existantes

Lorsque, suite à des travaux de construction ou de rénovation effectués sur son immeuble, le client (au sens de l'art. 1.2 let.a des présentes CG) demande le déplacement, la modification ou le remplacement d'un raccordement existant, il supporte les coûts de ces travaux. Si le client (au sens de l'art. 1.2 let.a des présentes CG) demande le remplacement d'une introduction aérienne existante par un raccordement souterrain, il en supporte les frais correspondants. Si l'esr prend l'initiative de remplacer une ligne aérienne existante par une ligne souterraine, il s'entendra préalablement avec les propriétaires intéressés sur la répartition des frais.

Si des installations sont nécessaires pour améliorer la qualité et l'efficacité économique de l'utilisation du réseau, le client au sens de l'art. 1.2 let. a des présentes CG est tenu de permettre à l'esr de réaliser ces installations.

3.4 Frais de raccordements provisoires

Les raccordements provisoires sont exécutés par l'esr ou ses mandataires. Les coûts de ces raccordements (montage et démontage des lignes, stations transformatrices et

raccordement pour chantiers, forains, places de fêtes, marchés, etc.) sont à la charge du client ou de l'entrepreneur avec qui l'esr a convenu d'un tel raccordement.

4. Utilisation du réseau

4.1 Approvisionnement intégral

Aussi longtemps que le client se trouve dans la zone de desserte de l'esr et dans une relation de fourniture d'énergie avec l'esr, la fourniture d'énergie comprend également l'utilisation du réseau jusqu'au point de fourniture du client.

4.2 Utilisation du réseau en cas de fournitures par des tiers

Les clients raccordés au réseau de l'esr qui prélèvent l'énergie auprès d'un fournisseur tiers par le biais du raccordement au réseau existant doivent avoir un contrat de fourniture d'énergie valable, exécutable et porté à la connaissance de l'esr au minimum 30 jours avant son entrée en vigueur. Dans ce cas, soit le client doit conclure un contrat d'utilisation de réseau avec l'esr, soit le fournisseur doit être au bénéfice d'un contrat-cadre avec l'esr qui constitue un contrat d'utilisation de réseau avec le client. Le choix d'un fournisseur tiers n'est possible que dans la mesure où la législation fédérale le permet.

4.3 Rétribution pour l'utilisation du réseau

L'esr mentionne séparément sur ses factures l'utilisation du réseau et, le cas échéant, le dépassement d'énergie réactive. Le client reste dans tous les cas débiteur des obligations liées à l'utilisation du réseau envers l'esr, même s'il a convenu avec un fournisseur tiers de l'intégrer dans son contrat de fourniture d'énergie.

Les redevances et prestations fournies aux collectivités publiques ainsi que les suppléments sur les coûts de transport et de distribution prévus par les législations fédérales, cantonales et communales sont mentionnés séparément.

4.4 Régularité de l'acheminement

En principe, l'esr achemine l'énergie électrique sans interruption et sans restriction dans les limites des tolérances usuelles en ce qui concerne les propriétés physiques conformément aux normes en vigueur et dans la limite de ses possibilités. Les tolérances en matière de tension et de fréquence selon la norme EN 50160 « Caractéristiques de la tension sur les réseaux publics de distribution d'électricité » s'appliquent.

4.5 Interruption et limitation de l'utilisation du réseau

L'interruption, la restriction, la suppression et la limitation de l'utilisation du réseau s'effectuent conformément à l'art. 8.5 des présentes CG.

4.6 Durée du contrat

Le contrat d'utilisation du réseau entre le client et l'esr est en vigueur pour toute la durée pendant laquelle le client dispose d'un contrat de fourniture valable et exécutable auprès d'un fournisseur d'énergie. Dix jours ouvrables au moins avant la fin du contrat de fourniture avec un tiers, le client a l'obligation de communiquer, en la forme écrite, la date exacte de la fin du contrat.

Si le client utilise le réseau de l'esr sans que la couverture de ses besoins soit assurée par un contrat de fourniture valable et exécutable, il s'établit automatiquement une relation juridique avec l'esr, gestionnaire de réseau, pour la fourniture d'énergie. Tous les coûts liés à cette fourniture d'énergie sont facturés au client, soumis au tarif de fourniture de dernier recours.

5. Fourniture d'énergie électrique

5.1 Généralités

Sauf convention contraire, l'esr définit l'origine et le type de production de l'énergie fournie et livrée, la tension, le facteur de puissance $\cos \phi$ ainsi que les mesures de sécurité. La fréquence nominale est de 50 Hz.

5.2 Consommateur final et site de consommation

Les notions de consommateur final et de site de consommation sont définies par la législation fédérale.

5.3 Accès au réseau

Le droit d'accès au réseau et ses modalités d'exercice sont définis par la législation fédérale.

La possibilité du libre choix du fournisseur d'énergie par les clients finaux ayant le droit d'accès au réseau est liée à l'entrée en vigueur des bases légales correspondantes.

5.4 Catégories de clients

5.4.1 Généralités

Conformément à la législation fédérale, l'esr distingue, par site de consommation, les clients (consommateurs finaux) dont la consommation annuelle est inférieure à 100'000 kWh, appelés clients non éligibles, et les clients (consommateurs finaux) dont la consommation annuelle est égale ou supérieure à 100'000 kWh, appelés clients éligibles.

5.4.2 Clients non éligibles

Les rapports juridiques entre l'esr et les clients finaux non éligibles sont régis par les présentes CG et par le catalogue des tarifs et prescriptions techniques.

5.4.3 Clients éligibles

Les clients finaux éligibles peuvent communiquer à l'esr par écrit jusqu'au 31 octobre d'une année qu'ils revendiquent leur droit à l'accès au réseau dès le 1er janvier suivant.

Les rapports juridiques entre l'esr et les clients finaux éligibles qui exercent leur droit d'accès au réseau de distribution sont régis par des contrats individuels.

Les rapports juridiques entre l'esr et les clients finaux éligibles qui n'exercent pas leur droit d'accès au réseau de distribution sont régis par les présentes CG et par le catalogue des tarifs et prescriptions techniques.

Si la consommation annuelle établie au cours des douze mois précédant la dernière lecture baisse durablement en-dessous de 100'000 kWh par site de

consommation, l'esr peut adapter, sur simple communication écrite moyennant préavis d'un mois, les prix pour la fourniture d'énergie.

5.5 Clients disposant de plusieurs sites de consommation

Le droit d'accès au réseau d'un client disposant de plusieurs sites de consommation se détermine en fonction de la consommation sur chaque site de consommation au sens de l'art. 5.2 des présentes CG de manière individuelle. Pour l'utilisation du réseau, le foisonnement de plusieurs sites n'est pas admis.

5.6 Interruption et limitation de la fourniture d'énergie électrique

L'interruption, la restriction, la suppression et la limitation de la fourniture d'énergie électrique s'effectuent conformément à l'art. 8.5 des présentes CG.

6. Installations privées à basse tension et sécurité des installations

6.1 Installations privées à basse tension

L'établissement, la modification, l'extension et l'entretien des installations à basse tension doivent être exécutés en conformité avec la Loi fédérale concernant les installations électriques à faible et à fort courant (LIE) et avec les ordonnances y afférentes (en particulier l'Ordonnance sur les installations électriques à basse tension, OIBT).

6.2 Producteurs et autoproducteurs

Les clients producteurs et autoproducteurs doivent respecter les conditions particulières relatives à l'exploitation de production en parallèle avec le réseau de l'esr.

6.3 Sécurité des personnes et des installations

Si des travaux susceptibles de mettre en péril des personnes et/ou des biens doivent être exécutés à proximité des installations de l'esr, le client doit préalablement et en temps utile aviser l'esr.

A la demande du client, l'esr procédera à l'isolation des lignes aériennes basse tension ou à leur mise hors tension lorsque des travaux (montage de grue, travaux de toitures, ravalement de façades, etc.) sont entrepris à proximité de celles-ci. Une participation du client aux frais sera demandée.

Le client ou le propriétaire qui veut exécuter ou faire exécuter des travaux de quelque nature que ce soit (par ex. abattage d'arbres, construction, minages, etc.) à proximité de lignes électriques aériennes ou souterraines qui, de ce fait, pourraient être endommagées ou menacées, doit en informer préalablement et en temps utile l'esr. Ce dernier fixe les mesures de sécurité nécessaires en accord avec le client ou le propriétaire. Une participation aux frais sera demandée.

Le client ou le propriétaire qui a l'intention de faire exécuter des travaux de génie civil de quelque nature que ce soit sur un terrain privé ou public doit préalablement se renseigner auprès de l'esr sur la position des câbles éventuellement enfouis dans le sol. Avant le remblayage, il est également tenu d'aviser à nouveau l'esr pour que celui-ci puisse contrôler, relever et protéger les câbles qui auraient été mis à jour au cours des travaux. Une participation aux frais sera demandée. Le

client ou le propriétaire est en tout temps responsable des éventuels dommages causés.

Le client ou le propriétaire est responsable du respect des présentes dispositions par ses mandataires et auxiliaires, notamment le devoir d'aviser à temps.

7. Equipements de mesure et mise à disposition des données de consommation

7.1 Équipements de mesure

7.1.1 Détermination des équipements de mesure

Les appareils de mesure et de tarification de l'énergie (compteurs, transformateurs de mesure, récepteurs de télécommande centralisée, horloges, modems raccordés aux compteurs, etc.) nécessaires à la facturation de l'utilisation du réseau et de la fourniture d'énergie sont déterminés par l'esr, sauf annonce écrite contraire du client.

7.1.2 Mise en place et exploitation des équipements de mesure

Sauf annonce écrite contraire, les appareils de mesure et de tarification de l'énergie sont fournis, posés et exploités par l'esr, qui en demeure propriétaire et en assure l'entretien, selon les exigences légales. Le propriétaire ou le client fait établir à ses frais et d'après les instructions de l'esr toutes les installations nécessaires au raccordement des appareils de mesure et de tarification. L'emplacement nécessaire à la pose de ces appareils de mesure, de commutation et de télécommunication ainsi qu'un canal permanent de télécommunication (réseaux commuté) pour la transmission des données, sont mis gratuitement à la disposition de l'esr, selon les prescriptions PDIE.

Tous les frais relatifs à des encastresments, à des niches, à des coffrets extérieurs, etc. nécessaires à la protection de ces dispositifs sont à la charge du client.

Si les appareils de mesure et de tarification sont endommagés, sans faute de l'esr, le propriétaire supportera le coût de leur réparation, remplacement ou échange.

Les coûts entraînés par la pose et le démontage des appareils de mesures et de tarification sont une composante de la rétribution pour l'utilisation du réseau. Le montage des appareils de mesure, de tarification et de télécommunication supplémentaires demandés par le client est effectué aux frais de ce dernier.

Ces appareils supplémentaires doivent être compatibles avec les équipements et les systèmes d'information de l'esr. L'esr se réserve le droit de mettre en œuvre à ses frais et dans les règles de l'art des équipements de télécommunication adéquats pour accéder à distance et à tout moment aux données des appareils de mesure et de tarification.

Seuls l'esr et ses mandataires sont autorisés à monter, plomber, déplomber, installer, enlever ou déplacer les appareils de mesure et de tarification appartenant à l'esr. Celui qui, sans autorisation, détériore ou enlève les plombs des appareils de mesure et de tarification ou procède à d'autres manipulations pouvant influencer le fonctionnement ou la précision de ces appareils répondra du dommage causé et supportera en outre les frais de révision, de remise en conformité et de vérification officielle. Dans de tels cas, l'esr se réserve le droit de déposer une plainte pénale.

7.1.3 Exactitude des équipements de mesure

Le client peut en tout temps requérir à ses frais la vérification des appareils de mesure et de tarification par un laboratoire de vérification autorisé. En cas de litige, l'Office fédéral de métrologie et d'accréditation tranche. La partie en défaut supporte les frais de la vérification, y compris ceux de l'échange des appareils de mesure et de tarification.

Les appareils de mesure et de tarification dont la marge d'erreur ne dépasse pas la tolérance légale sont réputés justes. Le même principe s'applique par analogie pour les horloges de commande, les horloges de délestage et les récepteurs de télécommande centralisée situés dans une fourchette de +/- 30 minutes par rapport au temps réel en exploitation non perturbée.

Les clients sont tenus de signaler immédiatement toute anomalie qu'ils pourraient constater dans le fonctionnement des appareils de mesure et de tarification.

Lorsqu'une erreur est constatée au niveau du raccordement ou d'un appareil de mesure ou de tarification, la consommation réelle sera, autant que possible, établie après remise en conformité de l'installation. Si cette remise en conformité ne permet pas de déterminer la valeur de la correction à apporter, l'esr évaluera la consommation réelle en tenant raisonnablement compte des indications du client. Pour des installations déjà existantes, cette évaluation se fondera notamment sur la consommation enregistrée et éventuellement sur les puissances relevées au cours d'une période comparable.

S'il est possible de déterminer avec exactitude la grandeur et la durée de l'écart dans les données d'un appareil de mesure et tarification, la rectification des décomptes s'étendra sur cette période, mais au plus sur 5 ans. Si le début du dérangement ne peut pas être déterminé avec précision, la rectification ne portera que sur la période de facturation en cours.

Si des pertes se produisent dans une installation à la suite d'un défaut, d'un court-circuit ou de causes propres à l'installation, le client ne peut prétendre à aucune réduction sur la consommation enregistrée.

7.1.4 Lecture de la mesure

La consommation d'énergie et de puissance est déterminée par les indications des appareils de mesure et de tarification. Des forfaits de consommation peuvent être appliqués dans des cas particuliers. Le relevé des index et des courbes de charge ainsi que la surveillance des autres appareils fournis et posés par l'esr sont effectués exclusivement par l'esr ou ses mandataires.

Ceux-ci doivent avoir accès aux équipements de mesure durant les jours ouvrables. Dans certains cas, l'esr peut inviter les clients à relever eux-mêmes les compteurs et à lui communiquer le résultat. Si l'accès aux équipements de mesure est impossible ou si le relevé des index et des courbes de charge n'a pas été communiqué par le client dans un délai raisonnable, l'esr peut procéder à une évaluation de la consommation sur la base des prélèvements effectués au cours des périodes précédentes et en tenant compte des changements intervenus entre-temps, tels que la puissance de raccordement et l'exploitation.

Si le client souhaite que l'esr ou ses mandataires effectuent un relevé des index et des courbes de charge supplémentaires, les frais y relatifs sont mis à sa charge.

7.2 Mise à disposition des données de consommation

L'esr est responsable de la mise à disposition des données de mesure aux ayants droit.

Sa responsabilité s'étend de l'exploitation de la place de mesure à la livraison des données, en passant par le traitement de celles-ci. Les données sont propriétés du client. La propriété des données comprend toutes les données en rapport avec la mesure de sa fourniture. Le client a le droit d'accéder à ses données et de les utiliser.

L'esr et le client traitent et utilisent, sans frais, les données recueillies ou rendues accessibles dans le cadre de leur relation juridique en respectant les dispositions relatives à la protection des données. L'esr est en droit de transmettre à des tiers des données relatives à la consommation, à la facturation et au contrat, notamment pour comptabiliser, compenser et facturer les fournitures d'électricité, dans la mesure où le processus technique et commercial régulier de l'utilisation du réseau le requiert.

De même, l'esr est en droit de traiter des données dans le but d'établir des prévisions de consommation. Le client donne son accord à cette disposition en entrant en relation juridique avec l'esr.

8. Dispositions communes pour le raccordement au réseau, l'utilisation du réseau et la fourniture d'énergie électrique

8.1 Avis obligatoires

L'esr doit être averti, avec un préavis de 10 jours ouvrables minimum, de la date exacte:

- a) par le vendeur : du changement de propriétaire d'un immeuble (bâtiment ou appartement), avec la date de l'entrée en jouissance et la mention des coordonnées du nouveau propriétaire et/ou
- b) par le locataire/fermier qui déménage : du départ des locaux loués ou immeubles concernés par le bail à ferme (la date de remise des clés fait foi), avec mention de ses nouvelles coordonnées et/ou
- c) par le bailleur : du changement de locataire (la date de remise des clés fait foi) et/ou
- d) par le propriétaire d'un immeuble en gérance : des changements concernant la gérance, avec mention de ses coordonnées.

Si le changement de locataire/fermier n'est pas communiqué à l'esr, le propriétaire assume subsidiairement le coût de la consommation d'énergie ainsi que les autres coûts éventuels ne pouvant être réclamés au locataire.

Le propriétaire, respectivement son représentant, dispose d'un délai de 30 jours dès le départ d'un locataire pour annoncer soit la date d'entrée du nouveau locataire, soit le fait que la remise des clés de l'ancien locataire ne s'est pas faite à la date annoncée, soit que des travaux doivent être exécutés dans les locaux vacants.

A l'expiration de ce délai de 30 jours, le contrat est mis au nom du propriétaire, rétroactivement à la date du départ de l'ancien locataire, avec à sa charge la taxe d'abonnement et les consommations d'énergie éventuelles.

Pendant la période comprise entre l'échéance du contrat et la conclusion d'un nouveau contrat, le propriétaire est responsable du paiement de l'énergie distribuée et consommée ainsi que de toutes les autres redevances.

8.2 Conditions de paiement

8.2.1 Prix

Les prix du raccordement, de l'utilisation du réseau et de la fourniture d'énergie électrique sont soit fixés par l'esr selon tarifs, soit fixés dans les contrats individuels. Pour les clients non éligibles et les clients éligibles qui renoncent à exercer leur droit d'accès au réseau, l'esr détermine quel tarif est applicable pour chaque client.

Les montants de base sont calculés au prorata du nombre de jours de la période de facturation. Ils sont dus même en l'absence de consommation.

Les prix sont indiqués avec et hors TVA et hors autres taxes et impôts. Les prix hors TVA font foi. Les éventuels autres taxes, redevances, émoluments et impôts fédéraux, cantonaux et communaux sont facturés en sus et indiqués dans le catalogue des tarifs et prescriptions techniques.

8.2.2 Facturation et paiement

L'esr présente ses factures aux clients à des intervalles réguliers qu'elle fixe elle-même. Elle se réserve le droit de facturer entre deux relevés des acomptes déterminés sur une estimation de la consommation. Elle aura également le droit d'exiger des paiements anticipés ou des dépôts de garantie, d'installer des appareils de tarification à prépaiement ou d'établir des factures hebdomadaires.

Les appareils de tarification à prépaiement peuvent être réglés de telle manière que la recette présente un surplus destiné à amortir des créances. Les coûts de pose et de dépose de ces appareils de même que tous les frais supplémentaires sont à la charge du client.

Les factures doivent être acquittées 30 jours après leur présentation. Tout retard donne lieu à un avertissement écrit fixant un nouveau délai de 10 jours ; au-delà de ce nouveau délai, l'esr peut engager des poursuites et interrompre la fourniture. Les montants dus seront augmentés de l'intérêt légal.

Une rectification de fautes et erreurs commises dans la facturation ou les paiements est possible pendant 5 ans.

8.2.3 Opposition et acceptation de la facture

Le client doit vérifier sans délai les factures qui lui sont notifiées. En cas de désaccord avec les montants facturés, il doit former opposition dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date d'émission de la facture. Faute d'opposition du client dans le délai prescrit, la facture est réputée acceptée tacitement.

En cas de contestation de la mesure de l'énergie, le client n'est pas autorisé à refuser le paiement des montants facturés et le versement d'acomptes.

8.2.4 Interdiction de la compensation

Le client n'est pas habilité à compenser d'éventuelles créances qu'il aurait envers l'esr avec des factures de celui-ci.

8.3 Détournement des dispositions relatives aux prix

Les prix communiqués s'appliquent uniquement au prélèvement d'énergie du client en vue de son usage propre. En cas de détournement intentionnel des dispositions relatives aux prix par le client ou ses mandataires de même qu'en cas de prélèvement illicite d'énergie, le client devra verser les montants détournés dans leur intégralité, intérêts et frais encourus inclus. Seule l'énergie mesurée par l'esr peut être prélevée.

Le raccordement d'appareils électriques au circuit d'un compteur destiné à d'autres fins est considéré comme contraire aux présentes CG.

8.4 Situations exceptionnelles

Lors d'interruptions dues à une déficience du réseau de plus de trois jours consécutifs ou de restrictions d'accès au réseau pendant plus de trois semaines, les forfaits et les prix de base pour l'utilisation du réseau peuvent être réduits de manière équitable. Il en va de même pour les forfaits et les prix de base de l'énergie en cas d'interruptions de longue durée ou de restrictions importantes dans la fourniture d'énergie.

Dans tous les cas, la réduction est accordée soit sur le prix de l'utilisation du réseau, soit sur celui de la fourniture d'énergie.

8.5 Interruption et limitation de l'approvisionnement (utilisation du réseau et/ou fourniture d'énergie)

8.5.1 Interruption et restriction

L'esr a le droit de restreindre ou de supprimer entièrement l'utilisation de son réseau de distribution ainsi que la fourniture d'énergie :

- a) dans les cas de force majeure, tels que guerre ou circonstances analogues, terrorisme, sabotage ;
- b) en cas d'événements extraordinaires ou naturels, tels qu'incendies, explosions, inondations, charriages de glace, foudre, tempêtes, neige, orage, précipitations, froid, canicule, perturbations ou surcharges des réseaux ou autres événements aux répercussions similaires et diminution de production suite à une pénurie d'eau ;
- c) en cas de catastrophes naturelles, telles que tremblements de terre, inondations, avalanches, éboulements de rochers, glissements de terrains ;
- d) en cas de mouvements sociaux et désordres, tels que grèves, agitations, émeutes, lock-out ;
- e) en cas de catastrophes, tels qu'explosions, grands incendies, incendies de

forêts, chute d'avion, avaries sur des installations de tiers ;

- f) en cas d'interruptions pour des raisons d'exploitation, telles que réparations, travaux d'entretien et d'extension, interruption de l'approvisionnement, capacités ou réseaux insuffisants et coupures préventives destinées au délestage du réseau ;
- g) en cas d'accidents ou de danger pour l'homme, les animaux, l'environnement ou les biens ;
- h) en cas de coupures destinées au délestage du réseau afin de se prévenir contre les surcharges, les pénuries ainsi que les variations de fréquences, soit chaque fois que la sécurité de l'approvisionnement ne peut être garantie ;
- i) lors de mesures qui, en cas de pénurie d'énergie, se révèlent nécessaires dans l'intérêt de la préservation de l'approvisionnement général ;
- j) en cas de mesures ordonnées par les autorités ;
- k) en cas de déclaration d'état de crise par une cellule de crise compétente.

Dans toute la mesure du possible, l'esr tiendra compte des besoins du client. Les interruptions et restrictions d'utilisation du réseau ou de fourniture et livraison de longue durée prévisibles seront également, dans la mesure du possible, annoncées préalablement aux clients.

L'esr est autorisé à limiter ou à modifier les heures d'alimentation pour certaines catégories d'appareils des clients afin de gérer la charge du réseau de manière optimale. Les équipements techniques nécessaires à cet effet sont à la charge du client.

8.5.2 Suppression de l'approvisionnement

Après rappel préalable et avertissement écrit, l'esr a le droit de refuser l'utilisation de son réseau de distribution, de déconnecter l'installation du client et d'interrompre la fourniture d'énergie lorsque le client :

- a) emploie des installations ou des appareils non conformes aux prescriptions, présentant, pour d'autres raisons, un danger pour les personnes et les biens ou engendrant des perturbations sur le réseau et la fourniture d'énergie ;
- b) prélève de l'énergie illicitement ;
- c) refuse ou rend impossible à l'esr ou à ses mandataires l'accès à ses installations ou à ses appareils de mesure et de tarification ;
- d) ne règle pas les factures liées à l'utilisation du réseau et à sa consommation d'énergie et/ou ne produit pas de garantie pour le paiement de sa consommation future ;
- e) ne fournit pas les garanties nécessaires ou ne paie pas de manière anticipée suffisamment rapidement, ou refuse les modalités de paiement ;
- f) enfreint des conditions essentielles contenues dans les présentes CG.

Les installations et appareils électriques défectueux qui présentent un danger important pour les personnes ou un sérieux risque d'incendie peuvent, sans avertissement préalable, être déconnectés du réseau de distribution ou mis hors service ou plombés par les agents de l'esr, par ses mandataires ou par l'Inspection

fédérale des installations à courant fort.

La suppression de l'approvisionnement ne libère pas le client de son obligation de paiement des factures reçues ni de ses autres engagements envers l'esr. La suppression légitime de l'approvisionnement ne donne aucun droit de revendication d'indemnité de quelque nature que ce soit.

8.5.3 Limitation de la responsabilité

L'étendue de la responsabilité est conforme aux dispositions applicables de la législation en matière d'électricité et aux autres dispositions impératives en matière de responsabilité civile.

Toute responsabilité au-delà de ces dispositions est exclue.

Sous réserve de dispositions légales impératives, les clients ne peuvent prétendre à aucune indemnité pour dommages directs ou indirects :

- a) causés par des fluctuations de tension ou de fréquence de quelque nature et importance qu'elles soient ou par des perturbations liées à la présence d'harmoniques sur le réseau ;
- b) causés par des restrictions, des déclenchements ou réenclenchements de l'exploitation du réseau ou de fourniture, lors de suppressions de la fourniture d'énergie ou lors de l'exploitation de systèmes de télécommande centralisée.

La présente exclusion de responsabilité est nulle en cas de dol ou faute grave de la part de l'esr.

8.5.4 Responsabilité du client

Les clients sont tenus de prendre eux-mêmes toutes les dispositions propres à empêcher tout dommage à leurs installations ou accident dû à l'interruption, à la fluctuation de la tension ou de la fréquence, au réenclenchement du réseau ou à d'autres irrégularités telles que la présence d'harmoniques dans le réseau.

9. Dispositions finales

9.1 Inefficacité et priorité de rang

Dans la mesure où certaines dispositions des présentes CG sont ou deviennent inefficaces, la validité juridique des autres dispositions n'en sera pas affectée. En cas de contradictions, d'incompatibilité ou de non-conformité, les règles établies par contrat individuel priment les dispositions des présentes CG.

9.2 Droit applicable et for

Le droit suisse est exclusivement applicable à tout litige pouvant résulter de l'application des présentes CG, du catalogue des tarifs et prescriptions techniques ou des contrats conclus individuellement.

Le for est au siège social de l'esr. L'esr est également en droit d'agir au for du domicile ou du siège du client.

9.3 Entrée en vigueur et modification

Les présentes CG ont été approuvées par les organes compétents de l'esr et entrent en vigueur au 1er janvier 2009. Elles remplacent le Règlement pour la fourniture de

l'énergie électrique du 18 décembre 1997.

Les présentes conditions générales, les dispositions du catalogue des tarifs et prescriptions techniques peuvent être modifiées par l'esr à tout moment. Le client renonce à la notification écrite de la modification des conditions. Le client reconnaît avoir l'obligation de se renseigner régulièrement sur les conditions en vigueur.

La version en vigueur des présentes CG ainsi que celle du catalogue des tarifs et prescriptions techniques sont disponibles sur le site internet de l'esr (www.esr.ch).